



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 03/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MBDA France

La Chaudronne
Route départementale 75
41300 Selles-Saint-Denis

Références : 2025/38 + VAT20250220

Code AIOT : 0010001789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement MBDA France implanté La Chaudronne Route départementale 75 41300 Selles-Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBDA France
- La Chaudronne Route départementale 75 41300 Selles-Saint-Denis
- Code AIOT : 0010001789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est la production (intégration) de missiles.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter un établissement de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques au lieu-dit «La Chaudronne» à Selles-Saint-Denis.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour la rubrique 2793-3-b.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Explosifs
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 4.5.2 et 4.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.2.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Gaz à effet de serre fluorés	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.1	/	Sans objet
4	Gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2	/	Sans objet
5	Gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3	/	Sans objet
6	Gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.2	/	Sans objet
7	Bâtiment d'intégration n°10	Lettre du 20/12/2022	/	Sans objet
8	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.3	/	Sans objet
9	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.4.2	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Situation acoustique des installations	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 4.5.2 et 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance de la qualité des rejets aqueux et mesures comparatives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Cf Tableau sous l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2020. Et Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante: Cf tableau sous l'article 4.5.3</p>
Constats : <p><u>Constats de la visite du 4/04/2024 :</u> Lors de la visite du 4/04/2024 il avait été constaté que les dernières mesures annuelles réalisées les 23 et 24 août 2023 par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance (confiées à DEKRA) avaient porté sur l'ensemble des paramètres prescrits à l'exception du débit qui n'avait fait l'objet d'aucune mesure. Dans sa réponse du 4 juin 2024 l'exploitant a indiqué que les mesures annuelles 2024 de son autosurveillance des rejets aqueux seront réalisées lors de la fermeture annuelle du site en période estivale et que ces mesures incluront l'ensemble des paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral paragraphe 4.5.2.</p> <p><u>Constats de la visite du 25/04/2025 :</u> Lors de la visite les résultats des mesures de l'autosurveillance 2024 (mesures comparatives), transmises par l'exploitant le 18/11/2024, ont été examinés.</p>

Les mesures ont été réalisées par l'APAVE les 27 et 28 août 2024 (Rapport n° 100264059-001-2). Concernant le débit le rapport précise : " Peu ou pas de débit observé lors de la pose et de la dépose du matériel de prélèvement. Le prélèvement a été réalisé au moyen d'une échantillonneur automatique asservi au temps, du fait de l'impossibilité de réaliser une mesure de débit".

Concernant les autres paramètres prescrits (pH, MES, DCO, DBO5 et HCT) ils ont tous été mesurés et les résultats obtenus n'appellent aucun commentaire (conformes aux VLE prescrites).

Conclusion : Sur les mesures d'autosurveillance de 2024, le paramètre débit n'a pas été mesuré mais cette absence est liée aux conditions d'écoulement. Le débit étant prévu dans la prestation confiée à l'APAVE par MBDA, aucun écart n'est relevé.

Il est cependant demandé à l'exploitant de programmer les prochaines mesures sur une période où les conditions climatiques seront plus favorables à la mesure d'un écoulement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement du réseau de fossés collectant les eaux résiduaires et les eaux résultant d'un éventuel incendie de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs constituant le système sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande [...].

Constats :

Constats de la visite du 04/04/2024 (point initialement abordé lors de la visite du 19/04/2023)

Lors de la visite du 19/04/2023 il avait été constaté qu'il n'existait pas de système d'isolement par rapport à l'extérieur des réseaux de fossés du site collectant les eaux résiduaires et les eaux résultant d'un éventuel incendie pour l'ensemble de l'établissement, mais un système pour quelques bâtiments dont les plus récents.

Aussi, il avait été demandé à l'exploitant de produire à l'inspection des installations classées d'une part, un état des lieux des bâtiments / installations sans dispositif de confinement et, d'autre part, pour ces bâtiments /installations un descriptif des solutions techniques envisagées avec pour chacune d'elles le planning de réalisation envisagé.

Dans sa réponse du 31/07/2023 l'exploitant avait indiqué : "Voir ci-après, le tableau joint en annexe 1".

Le tableau joint à la réponse faisait un point par bâtiment de la situation envisagée au regard du confinement des eaux résiduaires et d'incendie. Quatre types de situations étaient précisées :

- Les bâtiments pour lesquels aucun travaux n'est prévu du fait de leur déconstruction effective au 1er janvier 2030 ;

- Les bâtiments pour lesquels la nature des travaux résultera d'une étude de dimensionnement en cours ;
- Les bâtiments pour lesquels des travaux seront réalisés avant l'échéance du Schéma Directeur (SD) 2030 ;
- Les bâtiments pour lesquels un mois et une année de travaux sont précisés.

Lors de la visite du 04/04/2024 il avait été demandé à l'exploitant de préciser sa réponse du 31/07/2023 en communiquant pour l'ensemble des bâtiments, à l'exception de ceux qui doivent être déconstruits et de ceux pour lesquels une date de travaux est donnée, de produire un planning précis des travaux permettant le confinement des eaux résiduaires et d'incendie avec la description technique et la solution retenue par bâtiment.

Constats de la visite du 25/04/2025 :

Lors de la visite la réponse aux constats de l'inspection du 04/04/2024 a été examinée. Cette réponse du 4/06/2024 précise : "Le tableau en annexe 1 indique le planning prévisionnel des travaux permettant le confinement des eaux résiduaires et d'incendie, ainsi que la description technique des solutions retenues par bâtiment".

Le planning produit présente pour les bâtiments du site les échéances associées pour la réalisation des rétentions. Ces échéances s'étalent jusqu'en 2032. L'exploitant a cependant précisé que les échéances indiquées étaient des échéances butoir et que certains travaux seraient réalisés bien avant. La visite du 25/04/2025 a en effet permis de constater :

- qu'un bassin de confinement de 600 m3 était construit (reste quelques aménagements à réaliser dont la clôture) pour une mise en service prévue en juin 2025. Ce bassin situé à proximité du bâtiment n°44 servira de confinement pour 14 autres bâtiments.
- que des douves étanches destinées au confinement de bâtiments situés au sud du site (poste de garde, restauration, CSE, bureaux, ..) étaient en cours de réalisation.

A noter que le planning proposé par MBDA ainsi que les caractéristiques des rétentions (bâtiments collectés, dispositif retenu, volume associé) sont repris et présentés dans la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction déposée le 28 mars 2025, et que ces éléments s'imposeront à l'exploitant une fois la nouvelle autorisation accordée.

Conclusion : Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection des installations classées prend note que l'exploitant a engagé les actions permettant de répondre à l'écart initialement relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gaz à effet de serre fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation d'accès aux personnes autorisées

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées.

Constats :

Lors de l'inspection le contrôle du respect de la prescription a été axé sur la plateforme énergie

<p>dernièrement mise en service (bâtiment n°43).</p> <p>La plate-forme est composée de 2 groupes de production de froid et de 2 pompes à chaleur.</p> <p>Les 2 groupes de production de froid (GF) et 1 pompe à chaleur (PAC) équipée d'un refroidisseur sont situés en extérieur. L'accès à ces installations est limité par la présence d'une chaîne périphérique sur 3 côtés, le 4ème étant accolé à un bâtiment.</p> <p>La 2ème PAC est située dans le bâtiment précité qui ferme à clef.</p> <p>Les personnes autorisées à accéder aux installations sont le personnel des Moyens Généraux de MBDA et le personnel de la société de sous-traitance qui exploite les installations.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage des équipements contenant des fluides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection le contrôle du respect de la prescription a été axé sur la plateforme énergie dernièrement mise en service (bâtiment n°43).</p> <p>Sur chacun des 4 équipements présents il a été constaté la présence d'une étiquette visible indiquant la nature du fluide contenu et sa quantité.</p> <p>Les fluides présents sont du R1234ZE et du R32, pour une quantité totale de 691 kg.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des équipements et des stockages fixes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection le contrôle du respect de la prescription a été axé sur la plateforme énergie dernièrement mise en service (bâtiment n°43).</p> <p>L'exploitant a présenté son inventaire des matériels en place extrait de son outil de GMAO. .</p>

<p>L'inventaire présent contient l'ensemble des informations requises, et la vérification de l'adéquation entre les matériels présents et l'inventaire n'a mis en avant aucun écart.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Gaz à effet de serre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection le contrôle du respect de la prescription a été axé sur la plateforme énergie dernièrement mise en service (bâtiment n°43).</p> <p>Pour chacun des matériels présents l'exploitant dispose d'une consigne affichée à proximité. Les consignes affichées sont datées du 12/02/2024 et comportent dans leur partie supérieure la procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides). Dans chacune des consignes une photographie identifie l'interrupteur à actionner en cas d'urgence pour couper l'alimentation électrique.</p> <p>Outre les mesures à prendre en cas de fuite de fluide frigorigène, chaque consigne donne les mesures à prendre dans les situations suivantes : incendie, contact cutané (fluide forme liquide), contact oculaire, inhalation.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bâtiment d'intégration n°10

<p>Référence réglementaire : Lettre du 20/12/2022</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nouvelle cellule d'intégration n°1008</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suite à un porter à connaissance du 13 juillet 2022 déposé par MBDA et visant en particulier à apporter des modifications à un de ses ateliers d'intégration, la préfecture de Loir-et-Cher a indiqué en réponse dans un courrier du 20/12/2022</p> <p>"[...] je vous demande d'observer rigoureusement les nouvelles conditions d'aménagement du bâtiment 10 étendu, de la plate-forme énergie et du hangar temporaire de stockage, telles que le porter à connaissance les décrivent [...].</p>

Les extraits du porter à connaissance contrôlés sont placés en annexe confidentielle.
Constats : Les constats placés en annexe confidentielle ne mettent en avant aucun écart. Les dispositions contrôlées sont respectées. <u>Conclusion</u> : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des locaux et des abords des locaux pyrotechniques
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les abords immédiats des locaux pyrotechniques sont débroussaillés et désherbés très régulièrement, pour prévenir la propagation d'un incendie à ces locaux. Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Par ailleurs, afin de mieux contrôler les départs éventuels d'incendie, les entretiens des sous-bois arbustifs dans les peuplements forestiers situés le long des bâtiments et des voies internes de liaison sont réalisés avec beaucoup de soins et très régulièrement sur une profondeur suffisante, au moins égale à la moitié de la hauteur des arbres dominants.
Constats : Lors de l'inspection le bâtiment d'intégration n°10 a été visité. Les locaux de ce bâtiment sont en parfait état de propreté. Lors de la visite des installations il a été constaté que les abords des locaux pyrotechniques étaient débroussaillés et désherbés. Pour ces opérations l'exploitant a expliqué que l'entretien était uniquement mécanique (pas de substances chimiques utilisées), en particulier à l'aide d'un robot chenillé et d'une épareuse pour les merlons et les sous-bois (une photographie du matériel en action a été présentée). <u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site aux services de secours
Prescription contrôlée :

<p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès aux 5 nouvelles soutes de stockage (G1, G2 et H1 à H3) étant équipé d'un portail, l'exploitant fait en sorte qu'en cas de besoin les engins des services de secours puissent le franchir et que la manœuvre d'ouverture soit réalisable (personnel du site habilité ou dispositif d'ouverture compatible avec les équipements des services de secours. Ces dispositions sont complétées par un affichage des consignes à respecter pour la sécurité des intervenants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'au moins 2 accès pour les moyens d'intervention.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé qu'il existait 2 points de rassemblement pour les pompiers. Un premier qui leur permet d'accéder directement au site en cas d'évènement non pyrotechnique, et un second, prévu en cas d'évènement pyrotechnique, situé à l'extérieur de la zone pyrotechnique Z5. Depuis ce point de rassemblement l'accès aux installations par les services d'intervention ne peut se faire uniquement que sur l'ordre du Directeur des Opérations Internes (DOI).</p> <p>L'accès aux nouvelles soutes G et H est équipé de 3 portails (un accès principal, un au Nord et un à l'Est). Compte tenu des éléments exposés ci-dessus pour l'organisation de l'accès au site, les pompiers n'ont pas directement accès aux installations.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques du bâtiment 10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le bâtiment 10 le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par l'APAVE lors d'une visite du site sur la période du 29 juillet 2024 au 2 août 2024.</p> <p>Le rapport correspondant à la visite fait état d'une seule observation, nouvelle, portant sur l'absence d'identification d'un circuit.</p>

L'exploitant, à l'aide de son système de GMAO, a justifié de la levée de l'observation en date du 17 septembre 2024.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Situation acoustique des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

Les dernières mesures de bruit réalisées sur le site se sont déroulées les 01/03/2022 et 02/03/2022 consécutivement à la mise en service des nouvelles soutes de stockage G et H.

Les mesures ont été réalisées par DEKRA aux emplacements prévus sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°41-2020-10-26-003 du 26 octobre 2020.

Les résultats des mesures, que ce soit pour les niveaux maximum admissibles en limite de site ou pour le critère d'émergence, sont conformes aux valeurs limites réglementaires.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite